

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La responsabilité sociétale à la portée des PME

Comme les grandes sociétés, les PME se saisissent de la RSE. Elle leur permet d'organiser et de valoriser leurs actions en faveur de l'environnement ou de la prévention des risques.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE), une affaire de grands? Pas uniquement. Depuis quelques années, les PME du BTP s'emparent de cette démarche qui leur permet d'assumer leur engagement environnemental, social et économique. La publication de la norme ISO26000 en novembre 2010, qui précise les contours de la RSE, renforce cette tendance. «La norme nous a vraiment permis de structurer les démarches pour engager les PME dans la voie de la RSE», confirme Olivier Diard, délégué général de la Fédération nationale des Scop du BTP.

Diagnostic et formation

«Nous accompagnons plus de PME, car les grands groupes sont déjà engagés dans ces démarches», remarque aussi Franck Bermond, consultant à l'Association française de normalisation (Afnor), spécialiste de la norme ISO26000 et du BTP. Cette norme d'application volontaire n'aboutit pas à une certification, comme les systèmes ISO9001 (management de la qualité) ou 14001 (management environnemental). Son organisation en sept questions centrales (gouvernance, environnement, relations et conditions de travail...), déclinées en domaines d'action, permet à une entreprise d'évaluer son impact sur l'environnement, la société, et d'estimer sa

propre pérennité. La norme ISO26000 a déjà été adoptée dans le BTP. Fin août 2011, quatre PME en Rhône-Alpes ont été évaluées sur leur niveau de RSE par l'organisme de certification DNV Business Assurance. «La formation les aide à lier les actions qu'elles mènent déjà pour la prévention, la formation, ou pour maîtriser leur impact environnemental, tout en visant le développement de leur performance économique», explique Magali Géry, directrice d'Acta Qualité. Six autres entreprises se sont engagées dans la démarche, ce qui leur permet d'être formées, d'établir un diagnostic, d'engager un plan d'actions triennal... Dès 2006, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a mis à disposition de ses adhérents un autodiagnostic «développement durable» élaboré avec l'Afnor. En 2009, les fédérations régionales ont lancé les premiers clubs dédiés à la RSE, déployés actuellement dans douze régions. «Cela permet aux entreprises volontaires d'échanger leurs bonnes pratiques», explique Jean-Louis Marchand, président de la commission développement durable de la FNTP. Spontanément, de nombreux dirigeants de PME se sont mobilisés et se montrent très réactifs dès qu'ils s'approprient les problématiques.» Il estime que plusieurs centaines d'entreprises participent à ces rencontres. ■ Coralie Donas



PHILIPPE GALERA
Directeur général de Rhonibat, 20 salariés, Brignais (Rhône)
Travaux du bâtiment.

GUILAUME ATGER / LE MONITEUR

GOVERNANCE

« L'entreprise a défini des axes de progression »

Philippe Galera, directeur général de Rhonibat, avait de bonnes raisons pour rentrer dans un projet d'évaluation en RSE porté par l'Aref BTP Rhône-Alpes et le cabinet Acta Qualité. «Les thématiques de la RSE rejoignent les axes de travail de mon mandat de président de la chambre syndicale. Je souhaitais entraîner d'autres entreprises dans cette démarche de progression.» Rhonibat devient à cette occasion l'entreprise pilote du projet.

LE RÉSULTAT

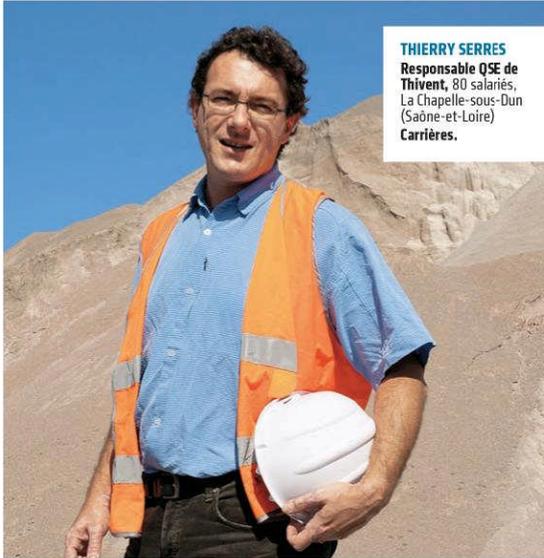
Les équipes sont mieux fédérées, et l'entreprise évolue dans sa culture.

Toutefois, si les réunions se font en groupe, le travail se mène de façon individuelle. «Nous nous sommes attaqués à différents sujets, avec une prédilection pour l'environnement et le social. Grâce aux indicateurs et tableaux de bord fournis durant la formation, nous avons pu définir nos axes d'amélioration, en fédérant nos équipes. Nous avions des notions de travail pour le Bilan carbone – par exemple, limiter les déplacements pour l'améliorer –, mais nous savons aujourd'hui le mesurer précisément.» Rhonibat et les trois autres entreprises se sont toutes engagées à poursuivre la démarche. Un engagement important pour Philippe Galera. «L'ISO26000 permet à l'entreprise de travailler sur l'environnement, mais aussi d'autres sujets, et d'évoluer dans sa culture.»



HERVÉ CASTELLIER
Directeur général de Teim,
36 salariés, Vire (Calvados)
Installation électrique,
travaux publics.

JEAN-PAUL BARBER / LE MONITEUR



THIERRY SERRES
Responsable QSE de
Thivent, 80 salariés,
La Chapelle-sous-Dun
(Saône-et-Loire)
Carrières.

CHRISTIAN GUYTON / LE MONITEUR

ORGANISATION

« Nous avons gagné en efficacité »

■ En 2004, on ne parlait pas beaucoup de RSE, mais déjà de développement durable. Teim rejoint alors un groupe de PME de l'industrie engagé dans cette thématique. «Les collectivités exprimaient une attente importante sur l'environnement et la sécurité des chantiers, et nous sentions que le développement durable nous permettrait d'organiser ces sujets», se souvient Hervé Castellier, directeur général de l'entreprise. En 2009, il rejoint le club RSE de la fédération régionale de travaux publics (FRTP), puis crée avec d'autres entreprises un nouveau club de développe-

LE RÉSULTAT

Il n'y a pas de turnover car les salariés se sentent bien.

ment durable en 2010. «Grâce aux experts invités aux réunions, aux échanges avec les autres entreprises, aux indicateurs de performances, nous avons structuré nos actions», se félicite Hervé Castellier. Au fil des ans, Teim a appris à mieux gérer ses déchets, a mis en place une gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC), créé un journal interne tenu par des salariés, formé un groupe de collaborateurs pour réfléchir aux questions d'hygiène, de santé et de sécurité, développé une veille réglementaire. La PME a aussi investi dans de nouveaux véhicules de chantier et planifie les déplacements pour éviter les trajets inutiles.

«Nous avons aussi adopté une nouvelle politique d'achat, dans laquelle le mieux-disant se distingue par la qualité de ses produits ou son service après-vente, les prix venant après.» En 2010, l'entreprise a reçu un prix de performance remis par l'Association qualité management (AQM), et, début 2011, un prix d'encouragement pour la sécurité par la FNTP. De quoi inciter le directeur à continuer à déployer la RSE. «Je ne saurais dire si la démarche contribue directement à notre équilibre économique, mais nous avons gagné en efficacité, et les salariés se sentent bien. Il n'y a pas de turnover.»

PERFORMANCE

« Notre démarche a permis de décrocher des marchés »

■ C'est en 2009 que Thivent s'engage dans une démarche de RSE, avec l'appui d'une consultante de la FRTP Bourgogne. «Un diagnostic nous a permis de mettre sur la table nos points forts et nos points faibles, raconte Thierry Serres, responsable QSE et du laboratoire de l'entreprise, aux manettes de cette démarche. Dans l'année qui a suivi, nous avons mis en place l'ISO 14001 qui nous a déjà permis de progresser sur le management de l'environnement, mais aussi sur la communication interne et la veille réglementaire.» L'entreprise a identifié des axes d'amélioration sur lesquels elle travaille par étapes. Elle a été l'une des premières à signer, cette année, la charte d'engagement avec l'Ademe et le ministère de l'Ecologie, pour réduire ses émissions de carbone. Dans la foulée, tous les chauffeurs ont été formés à l'écoconduite. En optimisant la gestion des déchets, la facture annuelle de retraitement a été divisée par quatre. Pour répondre à l'objectif d'une meilleure intégration territoriale, la PME sponsorise des associations sportives locales, et s'est associée au Championnat de France de montgolfières organisé dans son département. Résultat: l'entreprise a pu proposer une soirée montgolfières ouverte à tous les habitants, qui a attiré 3000 personnes. «Les salariés étaient fiers que ce soit leur entreprise qui organise un tel événement, souligne Thierry Serres. Nous gagnons sur d'autres plans aussi, puisque notre démarche environnementale nous a permis de décrocher des marchés. Une telle démarche nécessite toutefois l'investissement total

LE RÉSULTAT

Grâce à la sponsoring d'événements, l'implantation locale est plus affirmée.

de la direction, car elle implique des dépenses, comme l'achat de nouveau matériel ou de logiciel pour mesurer les consommations.» Prochaines étapes: les certifications ISO 9001 et Mase (santé, sécurité, environnement des entreprises).